

# LE TEMPS

16.08.2019, Sonia Imseng

## L'agriculture, grande pollueuse des eaux.

Un rapport de l'Observation nationale des eaux souterraines (Naqua) relève la présence de polluants dans de nombreuses stations de mesure. De quoi alimenter les débats politiques en cours.

La qualité irréprochable de l'eau potable en Suisse ne va plus de soi.

De plus en plus de pollutions ont été décelées dans les eaux souterraines, provenant en majeure partie de l'agriculture. Cette conclusion sort tout droit du dernier rapport de l'Observation nationale des eaux souterraines (Naqua), qui se base sur les résultats de 600 stations de mesure entre 2007 et 2016. Les réactions à ce rapport tombent déjà, alors que le thème de la qualité de l'eau est sur le dessus de l'agenda politique.

Les eaux souterraines fournissant 80% de l'eau potable en Suisse, leur qualité est primordiale, a souligné jeudi l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) en présentant cette étude. Ce sont avant tout les nitrates (engrais) et les pesticides qui affectent la qualité de l'eau, en particulier sur le Plateau. Principale source de cette importante pollution: l'agriculture intensive. A titre de précaution, il est important pour Naqua de poursuivre et multiplier les efforts destinés à réduire la pollution.

Le nitrate, souvent utilisé sous forme d'engrais, a été détecté à des taux excessifs (plus de 25 mg/l) dans 15 à 20% de la totalité des mesures. Sa concentration dépend directement de l'utilisation du sol: dans les zones de grandes cultures, 40% des stations dépassaient le seuil limite en 2014, date des dernières mesures disponibles sur ce point.

La présence des pesticides a également été analysée.

Des résidus de produits phytosanitaires ont été détectés dans les eaux souterraines de plus de la moitié des stations de mesure. Pour la valeur limite des produits phytosanitaires (0,1 mg/l), 2% des stations la dépassaient, toujours en 2014.

### Produit interdit

Les métabolites, représentant les dégradations des produits phytosanitaires, sont plus mobiles et persistants dans les eaux souterraines. On en a retrouvé en quantité supérieure à la limite fixée dans 20% des stations. C'est surtout l'herbicide Chloridazone qui a été détecté en concentration trop élevée. Ce produit, qui a été interdit dans l'Union européenne depuis fin 2018, a fait l'objet d'une nouvelle évaluation de la part de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG). Le rapport suggère aux agriculteurs d'abandonner totalement le recours à cet herbicide.

Depuis 2017, divers métabolites du fongicide chlorothalonil ont également été détectés en excès dans les eaux souterraines, notamment sur le Plateau suisse, alors qu'il n'est pas exclu que ce pro-

duit mette la santé en danger. La commune de Domdidier (FR) a d'ailleurs été privée d'eau potable, fin juin, à cause d'une présence de chlorothalonil dépassant le seuil autorisé. L'autorisation du chlorothalonil devrait être retirée par l'OFAG à l'automne.

La pollution des stations des eaux souterraines est aussi due à des sites contaminés, tels que des anciennes usines ou des décharges. Des micropolluants provenant des eaux usées ont également été détectés. Mais leur présence est beaucoup moins souvent décelée que celle des pesticides.

### L'état du volume des eaux souterraines est stable.

A cause des sécheresses cependant, des pénuries locales peuvent survenir, comme c'est déjà le cas aujourd'hui. Même si la Suisse n'utilise que très peu du volume théoriquement exploitable, il est difficile de savoir s'il sera possible d'augmenter la quantité des eaux souterraines disponibles. A cause de l'urbanisation croissante et de l'intensification de l'agriculture, des captages d'eau souterraine sont de plus en plus abandonnés, surtout sur le Plateau, où il est quasiment impossible d'en concevoir de nouveaux.

### Des réactions variées

La sortie de ce rapport suscite des réactions, à commencer par celle des milieux favorables à l'initiative pour une eau potable propre, qui sera votée en 2020. Les initiants dénoncent l'intensité de l'agriculture d'aujourd'hui. Ils souhaitent que les subventions agricoles ne soient accordées que pour une agriculture sans pesticides de synthèse, autonome pour l'alimentation animale et sans usage préventif des antibiotiques. Dernièrement, le Conseil fédéral et le parlement ont rejeté cette initiative et écarté l'idée d'un contre-projet.

Les Vert'libéraux ont réagi aux nouveaux chiffres de la Confédération, confirmant leur soutien et la nécessité de l'initiative pour une eau potable propre. Ils attendent de la part du PLR, mais aussi du Conseil fédéral et des représentants des paysans, «un changement de cap». L'association BirdLife a de son côté rappelé que le Conseil des Etats pouvait encore rectifier le tir, face à la décision du parlement, et a dénoncé «un manque de volonté».

Réagissant de son côté par un communiqué, l'Union suisse des paysans (USP) a commenté uniquement le résultat concernant les stations dépassant le seuil limite de produits phytosanitaires (2%), sans s'exprimer au sujet des taux excessifs concernant les métabolites et le nitrate (15 à 20%). Ils demandent plus d'efforts de la part des cantons sur la délimitation des captages d'eaux souterraines.